


ITM LAI

**Projet de démolition d'un site existant et
construction d'un nouvel entrepôt à
Mauchamps**

**PJ 15 : Etude de comptabilité avec les plans, schémas
et programmes**

Identification et révision du document

IDENTIFICATION DU DOCUMENT

Projet	Projet de démolition d'un site existant et construction d'un nouvel entrepôt à Mauchamps
Maître d'Ouvrage	ITM LAI
Document	PJ 15 : Etude de comptabilité avec les plans, schémas et programmes
Etabli par	 Qualiconsult SÉCURITÉ

REVISION DU DOCUMENT IDENTIFICATION DU DOCUMENT

Version	Date	Rédacteur(s)	Qualité du rédacteur(s)	Contrôle
0	26/06/2023	H. GRAVE	Chef de projet Environnement et Maîtrise des Risques	-
1	31/07/2023	H. GRAVE	Chef de projet Environnement et Maîtrise des Risques	Suite au courrier de recevabilité du 6 juillet 2023 : Modification du point 4.6 le projet étant dans la ZRE de la nappe de la Beauce.

Conformément à l'article R. 512-46-4-9° du code de l'environnement, le pétitionnaire doit fournir un document permettant d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4° (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux – SDAGE) 5° (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux – SAGE), 17° à 20° (notamment les plans déchet), 23° et 24° (Programme d'actions national et régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole) du tableau du I de l'article R. 122-17 du code de l'environnement ainsi qu'avec les mesures fixées en lien avec l'article R. 222-36 du code de l'environnement (éléments relatifs au plan de protection de l'atmosphère).

1 Compatibilité du projet avec les plans schémas programmes liés à l'eau

1.1 Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

La commune de Mauchamps est située dans le bassin Seine-Normandie.

Le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtier normands, adopté le 23 mars 2022 pour les années 2022 à 2027, définit ces enjeux :

Enjeux du bassin (questions importantes)	Orientations fondamentales (OF)
ENJEU 1 - Pour un territoire sain : réduire les pollutions et préserver la santé	OF2 : Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable OF3 : Pour un territoire sain : réduire les pressions ponctuelles OF5 : Protéger et restaurer la mer et le littoral
ENJEU 2 - Pour un territoire vivant : faire vivre les rivières, les milieux humides et la biodiversité en lien avec l'eau	OF1 : Pour un territoire vivant et résilient : des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée OF5 : Protéger et restaurer la mer et le littoral
ENJEU 3 - Pour un territoire préparé : anticiper le changement climatique et gérer les inondations et les sécheresses	OF4 : Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face aux changements climatiques
ENJEU 4 - Pour un littoral protégé : concilier les activités économiques et la préservation des milieux littoraux et côtiers	OF5 : Protéger et restaurer la mer et le littoral
ENJEU 5 - Pour un territoire solidaire : renforcer la gouvernance et les solidarités du bassin	Les 5 orientations fondamentales

Figure 1 : Correspondance entre les enjeux du bassin et les orientations fondamentales du SDAGE

Dans le tableau ci-dessous, sont détaillées les mesures mises en place sur le site et répondant aux nécessités du SDAGE.

→ Conclusion : le projet est compatible avec les objectifs du SDAGE

N°	Orientation	N°	Disposition	Projet
Orientation fondamentale 1 : POUR UN TERRITOIRE VIVANT ET RÉILIENT : DES RIVIÈRES FONCTIONNELLES, DES MILIEUX HUMIDES PRÉSERVÉS ET UNE BIODIVERSITÉ EN LIEN AVEC L'EAU RESTAURÉE				
1.1	Identifier et préserver les milieux humides et aquatiques continentaux et littoraux et les zones d'expansion des crues, pour assurer la pérennité de leur fonctionnement	1.1.1	Identifier et préserver les milieux humides dans les documents régionaux de planification	Non concerné à l'échelle du projet.
		1.1.2	Cartographier et protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme	Non concerné à l'échelle du projet.
		1.1.3	Protéger les milieux humides et les espaces contribuant à limiter le risque d'inondation par débordement de cours d'eau ou par submersion marine dans les documents d'urbanisme [Disposition SDAGE – PGRI]	Non concerné à l'échelle du projet.
		1.1.4	Cartographier les milieux humides, protéger et restaurer les zones humides et la trame verte et bleue dans les SAGE	Non concerné à l'échelle du projet.
		1.1.5	Gérer et entretenir les milieux humides de manière durable et concertée afin de préserver leurs fonctionnalités, la diversité des habitats et des espèces associées [Disposition en partie commune SDAGE – PGRI]	Non concerné à l'échelle du projet.
		1.1.6	Former les élus, les porteurs de projets et les services de l'Etat à la connaissance des milieux humides en vue de faciliter leur préservation et la restauration des zones humides	Non concerné à l'échelle du projet.
1.2	Préserver le lit majeur des rivières et étendre les milieux associés nécessaires au bon fonctionnement hydromorphologique et à l'atteinte du bon état	1.2.1	Cartographier et préserver le lit majeur et ses fonctionnalités [Disposition en partie commune SDAGE-PGRI]	Non concerné à l'échelle du projet.
		1.2.2	Cartographier, préserver et restaurer l'espace de mobilité des rivières.	Non concerné : le projet n'impacte aucune rivière.
		1.2.3	Promouvoir et mettre en œuvre le principe de non-dégradation et de restauration des connexions naturelles entre le lit mineur et le lit majeur	Non concerné : le projet n'impacte aucune connexion naturelle entre le lit mineur et le lit majeur.
		1.2.4	Éviter la création de nouveaux plans d'eau dans le lit majeur des rivières, les milieux humides, sur les rivières ou en dérivation et en tête de bassin	Non concerné : le projet n'impacte pas de lit majeur des rivières ou de milieux humides.
		1.2.5	Limiter les prélèvements dans les nappes et rivières contribuant au fonctionnement des milieux humides	Non concerné : Le projet ne réalise aucun prélèvement dans les nappes ou rivières.
		1.2.6	Éviter l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes ou susceptibles d'engendrer des déséquilibres écologiques	Non concerné.

N°	Orientation	N°	Disposition	Projet
1.3	Éviter avant de réduire, puis de compenser (séquence ERC) l'atteinte aux zones humides et aux milieux aquatiques afin de stopper leur disparition et leur dégradation	1.3.1	Mettre en œuvre la séquence ERC en vue de préserver la biodiversité liée aux milieux humides (continentaux et littoraux) des altérations dans les projets d'aménagement	Non concerné : le projet n'impacte pas de milieux humides.
		1.3.2	Accompagner la mise en œuvre de la séquence ERC sur les compensations environnementales	Non concerné.
		1.3.3	Former les porteurs de projets, les collectivités, les bureaux d'étude à la séquence ERC	Non concerné.
1.4	Restaurer les fonctionnalités de milieux humides en tête de bassin versant et dans le lit majeur, et restaurer les rivières dans leur profil d'équilibre en fond de vallée et en connexion avec le lit majeur	1.4.1	Établir et conduire des programmes de restauration des milieux humides et du fonctionnement hydromorphologique des rivières par unité hydrographique	Non concerné.
		1.4.2	Restaurer les connexions latérales lit mineur-lit majeur pour un meilleur fonctionnement des cours d'eau	Non concerné.
		1.4.3	Restaurer les zones d'expansion des crues et les milieux humides concourant à la régulation des crues [Disposition SDAGE- PGRI]	Non concerné.
		1.4.4	Élaborer une stratégie foncière pour pérenniser les actions de protection, d'entretien et restauration des milieux humides littoraux et continentaux	Non concerné.
1.5	Restaurer la continuité écologique en privilégiant les actions permettant à la fois de restaurer le libre écoulement de l'eau, le transit sédimentaire et les habitats aquatiques	1.5.1	Prioriser les actions de restauration de la continuité écologique sur l'ensemble du bassin au profit du bon état des cours d'eau et de la reconquête de la biodiversité	Non concerné.
		1.5.2	Diagnostiquer et établir un programme de restauration de la continuité sur une échelle hydrologique pertinente	Non concerné.
		1.5.3	Privilégier les solutions ambitieuses de restauration de la continuité écologique en associant l'ensemble des acteurs concernés	Non concerné.
		1.5.4	Rétablir ou améliorer la continuité écologique à l'occasion de l'attribution ou du renouvellement des autorisations et des concessions des installations hydrauliques	Non concerné.

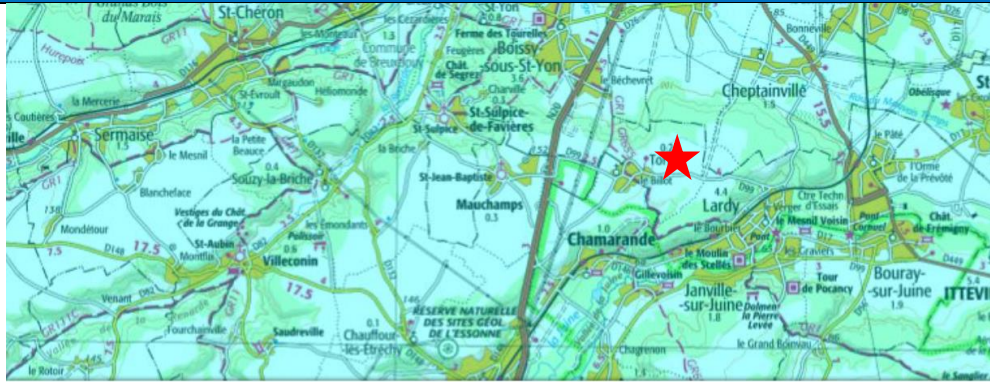
N°	Orientation	N°	Disposition	Projet
		1.5.5	Rétablir les connexions terre-mer en traitant les ouvrages « verrous » dans le cadre de projets de territoire multifonctionnels.	Non concerné.
1.6	Restaurer les populations des poissons migrateurs amphihalins du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers Normands	1.6.1	Assurer la montaison et la dévalaison au droit des ouvrages fonctionnels	Non concerné.
		1.6.2	Éviter l'équipement pour la production hydroélectrique des ouvrages existants situés sur des cours d'eau classés en liste 1 et particulièrement sur les axes à enjeux pour les migrateurs	Non concerné.
		1.6.3	Améliorer la connaissance des migrateurs amphihalins et des pressions les affectant en milieux aquatiques continentaux et marins	Non concerné.
		1.6.4	Veiller à la préservation des stocks de poissons migrateurs amphihalins entre les milieux aquatiques continentaux et marins	Non concerné.
		1.6.5	Intégrer les dispositions du plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie dans les SAGE	Non concerné.
		1.6.6	Établir et mettre en œuvre des plans de gestion piscicole à une échelle pertinente	Non concerné.
		1.6.7	Promouvoir une gestion patrimoniale naturelle en faveur des milieux et non fondée sur les peuplements piscicoles	Non concerné.
1.7	Structurer la maîtrise d'ouvrage pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations	1.7.1	Favoriser la mise en œuvre de la GEMAPI à une échelle hydrographique pertinente [Disposition SDAGE- PGRI]	Non concerné.
		1.7.2	Identifier les périmètres prioritaires d'intervention des EPAGE et des EPTB [Disposition SDAGE- PGRI]	Non concerné.
Orientation fondamentale 2 : RÉDUIRE LES POLLUTIONS DIFFUSES EN PARTICULIER SUR LES AIRES D'ALIMENTATION DE CAPTAGES D'EAU POTABLE				
2.1	Préserver la qualité de l'eau des captages d'eau potable et restaurer celle des plus dégradés	2.1.1	Définir les aires d'alimentation des captages et surveiller la qualité de l'eau brute	Non concerné.
		2.1.2	Protéger les captages via les outils réglementaires, de planification et financiers	Non concerné. : Aucun captage d'eau potable n'est présent dans l'aire d'étude.
		2.1.3	Définir et mettre en œuvre des programmes d'actions sur les captages prioritaires et sensibles	Non concerné.

N°	Orientation	N°	Disposition	Projet
		2.1.4	Renforcer le rôle des SAGE sur la restauration de la qualité de l'eau des captages prioritaires et sensibles	Non concerné.
		2.1.5	Établir des stratégies foncières concertées	Non concerné.
		2.1.6	Couvrir la moitié des aires de captage en cultures bas niveau d'intrants, notamment en agriculture biologique, d'ici 2027	Non concerné.
		2.1.7	Lutter contre le ruissellement à l'amont des prises d'eau et des captages notamment en zone karstique	Non concerné.
		2.1.8	Encadrer les rejets ponctuels dans les périmètres rapprochés des captages d'eau de surface	Non concerné.
		2.1.9	Améliorer l'articulation des interventions publiques en faveur de la protection des captages prioritaires et de la lutte contre les pollutions diffuses	Non concerné.
2.2	Améliorer l'information des acteurs et du public sur la qualité de l'eau distribuée et sur les actions de protection de captage	2.2.1	Établir des schémas départementaux d'alimentation en eau potable et renforcer l'information contenue dans les Rapports annuels des collectivités	Non concerné.
		2.2.2	Informers les habitants et en particulier les agriculteurs de la délimitation des aires de captage	Non concerné.
		2.2.3	Informers le grand public sur les programmes d'actions	Non concerné.
2.3	Adopter une politique ambitieuse de réduction des pollutions diffuses sur l'ensemble du territoire du bassin	2.3.1	Réduire la pression de fertilisation dans les zones vulnérables pour contribuer à atteindre les objectifs du SDAGE	Non concerné : Il n'y a pas de fertilisation des sols.
		2.3.2	Optimiser la couverture des sols en automne pour contribuer à atteindre les objectifs du SDAGE	Non concerné.
		2.3.3	Soutenir les filières permettant de pérenniser et développer les surfaces de cultures à bas niveaux d'intrants sur l'ensemble du bassin pour limiter les transferts de polluants dans l'eau	Non concerné.
		2.3.4	Généraliser et pérenniser la suppression du recours aux produits phytosanitaires et biocides dans les jardins, espaces verts et infrastructures	Non concerné.
		2.3.5	Former les agriculteurs actuels et futurs aux systèmes et pratiques agricoles résilients	Non concerné.
		2.3.6	Mieux connaître les pollutions diffuses par les contaminants chimiques	Non concerné.

N°	Orientation	N°	Disposition	Projet
2.4	Aménager les bassins versants et les parcelles pour limiter le transfert des pollutions diffuses	2.4.1	Pour les masses d’eau à fort risque d’entraînement des polluants, réaliser un diagnostic de bassin versant et mettre en place un plan d’actions adapté	Non concerné.
		2.4.2	Développer et maintenir les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements	Non concerné : aucun élément fixe n’est présent sur les parcelles où s’établit le projet.
		2.4.3	Maintenir et développer les prairies temporaires ou permanentes	Non concerné : aucune prairie temporaire ou permanente n’est présente sur les parcelles où s’établit le projet.
		2.4.4	Limiter l’impact du drainage par des aménagements spécifiques	Non concerné.
Orientation fondamentale 3 : POUR UN TERRITOIRE SAIN : RÉDUIRE LES PRESSIONS PONCTUELLES				
3.1	Réduire les pollutions à la source	3.1.1	Privilégier la réduction à la source des micropolluants et effluents dangereux	Le projet n’émet aucun rejet industriel.
		3.1.2	Intégrer les objectifs de réduction des micropolluants dans les programmes, décisions et documents professionnels	Non concerné.
		3.1.3	Maîtriser et réduire l’impact des pollutions historiques	Non concerné.
		3.1.4	Sensibiliser et mobiliser les usagers sur la réduction des pollutions à la source	Non concerné.
		3.1.5	Développer les connaissances et assurer une veille scientifique sur les contaminants chimiques	Non concerné.
3.2	Améliorer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets d’eaux usées non traitées dans le milieu	3.2.1	Gérer les déversements dans les réseaux des collectivités et obtenir la conformité des raccordements aux réseaux	Les EP voiries et EP toitures sont collectées par des réseaux distincts. Les eaux pluviales de toiture sont collectées et acheminées vers le bassin étanche. Les eaux pluviales de voiries des parkings VL et PL seront collectées, transiteront par un séparateur hydrocarbures avant rejet dans le bassin étanche. Les eaux pluviales de voirie PL parcourant le périmètre de l’entrepôt seront collectées transiteront par un séparateur hydrocarbures avant rejet dans le bassin étanche. L’évacuation des eaux du bassin vers le drain communal sera réalisée via une pompe de relevage au niveau du point de rejet actuel sur la rue de la Croix. Leur débit de fuite (se référer à l’étude hydraulique en annexe) permettra de respecter les dispositions des schémas de planification d’urbanisme (PLU, SDAGE...).
		3.2.2	Limiter l’imperméabilisation des sols et favoriser la gestion à la source des eaux de pluie dans les documents d’urbanisme	Les eaux usées sont collectées et rejetées dans le réseau communal. Une autorisation de raccordement et de déversement sera demandée.
		3.2.3	Améliorer la gestion des eaux pluviales des territoires urbanisés	Non concerné.

N°	Orientation	N°	Disposition	Projet
		3.2.4	Édicter les principes d’une gestion à la source des eaux pluviales	Non concerné.
		3.2.5	Définir une stratégie d’aménagement du territoire qui prenne en compte tous les types d’événements pluvieux	Non concerné.
		3.2.6	Viser la gestion des eaux pluviales à la source dans les aménagements ou les travaux d’entretien du bâti	Non concerné.
3.3	Adapter les rejets des systèmes d’assainissement à l’objectif de bon état des milieux	3.3.1	Maintenir le niveau de performance du patrimoine d’assainissement existant	Non concerné.
		3.3.2	Adapter les rejets des installations des collectivités et des activités industrielles et agricoles dans le milieu aux objectifs du SDAGE, en tenant compte des effets du changement climatique	Il n’y a pas d’effluents aqueux industriels générés par l’activité du projet. Les eaux usées sont de type domestiques et sont rejetées dans le réseau communal. Le traitement des eaux pluviales de voiries susceptibles d’être chargées en hydrocarbures se fait par déboureur-séparateur d’hydrocarbures. Les rejets sont ainsi privés de pollution issue des voiries. Des campagnes de mesure seront mises en place afin de s’assurer de la qualité des rejets.
		3.3.3	Vers un service public global d’assainissement incluant l’assainissement non collectif	Les eaux usées sont de type domestiques et sont rejetées dans le réseau communal, comme c’est le cas actuellement.
3.4	Réussir la transition énergétique et écologique des systèmes d’assainissement	3.4.1	Valoriser les boues des systèmes d’assainissement	Non concerné.
		3.4.2	Restaurer les cycles et optimiser la valorisation des sous-produits pour limiter la production de déchets	Non concerné.
		3.4.3	Privilégier les projets bas carbone	Non concerné.
Orientation fondamentale 4 : POUR UN TERRITOIRE PRÉPARÉ : ASSURER LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES ET UNE GESTION ÉQUILIBRÉE DE LA RESSOURCE EN EAU FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE				
4.1	Limitier les effets de l’urbanisation sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	4.1.1	Adapter la ville aux canicules	Non concerné.
		4.1.2	Assurer la protection des zones d’infiltration des pluies et promouvoir les pratiques favorables à l’amélioration de la capacité de stockage des sols et à l’infiltration de l’eau dans les sols, dans le SAGE	Non concerné.
		4.1.3	Concilier aménagement et disponibilité des ressources en eau dans les documents d’urbanisme	Non concerné.
4.2	Limitier le ruissellement pour favoriser des territoires résilients	4.2.1	Prendre en charge la compétence « maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou lutte contre l’érosion des sols » à la bonne échelle [disposition SDAGE-PGRI]	Non concerné.
		4.2.2	Réaliser un diagnostic de l’aléa ruissellement à l’échelle du bassin versant [disposition SDAGEPGRI]	Non concerné.

N°	Orientation	N°	Disposition	Projet
		4.2.3	Élaborer une stratégie et un programme d'actions limitant les ruissellements à l'échelle du bassin versant [disposition SDAGE-PGRI]	Non concerné.
4.3	Adapter les pratiques pour réduire les demandes en eau	4.3.1	Renforcer la cohérence entre les redevances prélèvements	Non concerné.
		4.3.2	Réduire la consommation d'eau potable	Par son activité, le site ne sera pas grand consommateur d'eau mais les consommations seront surveillées.
		4.3.3	Réduire la consommation d'eau des entreprises	Par son activité, le site ne sera pas grand consommateur d'eau mais les consommations seront surveillées.
		4.3.4	Réduire la consommation pour l'irrigation	Non concerné.
4.4	Garantir un équilibre pérenne entre ressources en eau et demandes	4.4.1	S'appuyer sur les SAGE pour étendre la gestion quantitative	Non concerné.
		4.4.2	Mettre en œuvre des Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE)	Non concerné.
		4.4.3	Renforcer la connaissance du volume prélevable pour établir un diagnostic du territoire	Non concerné.
		4.4.4	Consolider le réseau de points nodaux sur l'ensemble du bassin pour renforcer le suivi	Non concerné.
		4.4.5	Établir de nouvelles zones de répartition des eaux	Non concerné.
		4.4.6	Limiter ou réviser les autorisations de prélèvements	Non concerné.
		4.4.7	Renforcer la connaissance des ouvrages de prélèvements	Non concerné.
4.5	Définir les modalités de création de retenues et de gestion des prélèvements associés à leur remplissage, et de réutilisation des eaux usées	4.5.1	Étudier la création de retenues dans le cadre de la concertation locale	Non concerné.
		4.5.2	Définir les conditions de remplissage des retenues	Non concerné.
		4.5.3	Définir l'impact des retenues à une échelle géographique et temporelle adaptée	Non concerné.
		4.5.4	Augmenter et encadrer la réutilisation des eaux usées traitées	Non concerné.
4.6	Assurer une gestion spécifique dans les zones de répartition des eaux	4.6.1	Modalités de gestion de la nappe du Champigny	Non concerné.
		4.6.2	Modalités de gestion de la nappe de Beauce : <u>1/la gestion de la nappe de Beauce par secteur</u> La gestion des volumes prélevables pour l'irrigation à partir de la nappe de Beauce distingue quatre secteurs de gestion : la Beauce centrale, le Montargois, le bassin du Fusain et un bassin	D'après le SIGES du Bassin Seine Normandie, le territoire communal de Mauchamps se situe au droit du complexe aquifère des calcaires de Beauce. Cette nappe est classée en zone de répartition des eaux :

N°	Orientation	N°	Disposition	Projet
			<p>entièrement situé dans le district Loire- Bretagne, la Beauce blésoise, qui est cité pour mémoire. Pour chacun de ces secteurs de gestion, un indicateur de niveau de la nappe, un seuil piézométrique d'alerte (PSA) et un niveau piézométrique de crise (PCR) sont définis dans le tableau 5. Les indicateurs piézométriques et les valeurs de PSA et PCR sont ceux fixés par le SAGE de la nappe de Beauce et des milieux aquatiques associés en vigueur. Ils sont susceptibles d'être modifiés à son initiative en fonction de l'évolution des connaissances du fonctionnement du système et des retours d'expérience sur l'efficacité du dispositif de gestion volumétrique des prélèvements agricoles pour l'irrigation et de ses éventuelles évolutions.</p> <p><u>2/les volumes prélevables dans la nappe de Beauce</u></p> <p>Compte tenu du fonctionnement pluriannuel de la nappe, le volume annuel prélevable pour l'irrigation est défini chaque année en fonction du niveau de la nappe à la sortie de l'hiver dans chacun des quatre secteurs de gestion. En se fondant sur les résultats de la modélisation de la nappe de Beauce, il est, pour l'ensemble de la nappe, en année moyenne de 250 millions de m³ et au maximum de 420 millions de m³ dans les conditions les plus favorables (indicateurs au-dessus du seuil piézométrique d'alerte pour chaque secteur). Dans le cadre de la gestion collective de l'irrigation sur le territoire du SAGE, les autorisations uniques pluriannuelles attribuées aux OUGC fixent les volumes annuels prélevables pour l'irrigation dans chacun des 6 départements concernés ainsi que les modalités de répartition de ces volumes entre irrigants.</p> <p>Le volume annuel prélevable pour l'alimentation en eau potable est de 125 millions de m³. Le volume annuel prélevable pour les usages industriels et les autres usages économiques est de 40 millions de m³.</p> <p>L'amélioration du dispositif de gestion volumétrique reste un objectif majeur du SAGE de la nappe de Beauce et des milieux aquatiques associés ainsi que des organismes uniques de gestion collective de prélèvements agricoles concernés.</p> <p>La CLE du SAGE et les OUGC concernés mettent en oeuvre ce principe, en poursuivant les réflexions sur les modifications des règles de gestion (volumes de</p>	 <p>Figure 2 : Extrait de la cartographie des zones de répartition du Bassin Seine Normandie (SIGES Seine Normandie)</p> <p>On notera que la masse d'eau souterraine sur laquelle repose le projet est codifiée FRGG092 Calcaires libres de Beauce.</p> <p>Aucun captage AEP n'est présent à proximité du site. Le plus proche se situe en amont du cours d'eau de l'Alouette à environ 13 km au Sud du site.</p> <p>Aucun point d'eau n'est recensé dans un périmètre de 500 m autour du site. Le plus proche est à 650 m au Sud-Ouest, il s'agit d'un forage pour l'utilisation d'eau souterraine, d'une profondeur de 190 m. La fiche technique de l'ouvrage indique une couche de 12 m d'épaisseur d'argiles, puis 13 m de basalte et 46 m de sables. La première arrivée d'eau a été repérée autour de 60 m de profondeur.</p> <p>Dans chacun des 2 axes définis par le SDAGE pour l'amélioration de la gestion de la nappe de la Beauce, il est question des prélèvements pour l'irrigation. Le projet n'est donc pas concerné.</p> <p>Par ailleurs, aucun prélèvement ne sera réalisé dans cette nappe puisque l'alimentation en eau pour les besoins domestiques sont assurés par le réseau AEP</p>

N°	Orientation	N°	Disposition	Projet
			référence par secteur de gestion, règles de répartition du volume entre irrigants et coefficients d’attribution) qui devront tendre vers la définition d’un volume prélevable proche du volume pouvant effectivement être prélevé dans le cadre d’une gestion équilibrée	
		4.6.3	Modalités de gestion de l’Albien-néocomien captif	Non concerné.
		4.6.4	Modalités de gestion des nappes et bassins du bathonien-bajocien	Non concerné.
		4.6.5	Modalités de gestion de l’Aronde	Non concerné.
4.7	Protéger les ressources stratégiques à réserver pour l’alimentation en eau potable future	4.7.1	Assurer la protection des nappes stratégiques	Non concerné.
		4.7.2	Définir et préserver des zones de sauvegarde pour le futur (ZSF)	Non concerné.
		4.7.3	Modalités de gestion des alluvions de la Bassée	Non concerné.
		4.7.4	Modalités de gestion des multicouches craie du Séno-turonien et des calcaires de Beauce libres	Non concerné.
4.8	Anticiper et gérer les crises sécheresse	4.8.1	Renforcer la cohérence des dispositifs de gestion de crise sur l’ensemble du bassin	Non concerné.
		4.8.2	Utiliser les observations du réseau ONDE pour mieux anticiper les crises	Non concerné.
		4.8.3	Mettre en place des collectifs sécheresse à l’échelle locale	Non concerné.
Orientation fondamentale 5 : AGIR DU BASSIN À LA CÔTE POUR PROTÉGER ET RESTAURER LA MER ET LE LITTORAL				
5.1	Réduire les apports de nutriments (azote et phosphore) pour limiter les phénomènes d’eutrophisation littorale et marine	Non concerné.		
5.2	Réduire les rejets directs de micropolluants en mer	Non concerné.		
5.3	Réduire les risques sanitaires liés aux pollutions dans les zones protégées (de baignade, conchyliques et de pêche à pied)	Non concerné.		

N°	Orientation	N°	Disposition	Projet
5.4	Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques littoraux et marins ainsi que la biodiversité		Non concerné.	
5.5	Promouvoir une gestion résiliente de la bande côtière face au changement climatique		Non concerné.	

1.2 Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau

Au regard de la documentation consultée, l'aire d'étude est concernée par le SAGE de Nappe de Beauce et milieux aquatiques associés, adopté le 11 juin 2013.

Les quatre enjeux majeurs du SAGE Nappe de Beauce définis par la Commission Locale de l'Eau lors de la phase diagnostic sur la base de l'état des lieux de 2002 et des enjeux définis par les SDAGE Loire-Bretagne et Seine Normandie sont les suivants :

Enjeux	Projet
Gérer quantitativement la ressource en eau	<p>Le projet n'effectuera pas de prélèvements directement dans la nappe.</p> <p>Le site sera alimenté en eau potable depuis le réseau de la ville.</p> <p>On notera les prélèvements en eau sont principalement du à la présence de personnel sur le site.</p> <p>A terme, nous prévoyons une consommation annuelle de 7.7m³.</p>
Assurer durablement la qualité de la ressource en eau	<p>Le projet se localise en zone de répartition de la nappe de la Beauce.</p> <p>Compte tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du mode de gestion des eaux, à savoir, les eaux pluviales de voiries traitées, les eaux pluviales de toiture collectées, aucune incidence sur la qualité de la nappe de la Beauce n'est attendue ; • Du mode de gestion des eaux incendie, à savoir que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées sont retenues au niveau du site, aucune incidence sur la qualité de la nappe de la Beauce n'est attendue.
Prévenir et gérer les risques de ruissellement et d'inondation	<p>Le projet ne se situe pas en zone inondable.</p> <p>Concernant le risque de ruissellement, on notera que le site actuellement est déjà imperméabilisé pour une grande partie.</p> <p>Par ailleurs, l'ensemble des eaux de ruissellement (eaux pluviales) est gérées au droit même du site, avec un bassin étanche, dimensionnement selon la réglementation en vigueur.</p>
Préserver les milieux aquatiques	Non concerné

➔ **Conclusion : Le projet est compatible avec le SAGE.**

2 Compatibilité du projet les plans schémas et programmes liés à l'atmosphère

2.1 Plan de protection de l'atmosphère

Les «Plans de Protection de l'Atmosphère» - PPA définissent les contraintes réglementaires locales et précisent les mesures permanentes et temporaires prises lors d'une procédure d'alerte, arrêtées par le Préfet de Région.

La loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle des Energies de 1996 (dite loi LAURE) fixe les modalités d'élaboration d'un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) pour toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants dont les polluants dépassent les valeurs limites.

La commune de Mauchamps s'inscrit dans le périmètre du PPA d'Ile-de-France, approuvé le 31 janvier 2018. Elle n'est toutefois pas classée comme zone sensible pour la qualité de l'air en Ile-de-France.

Construit autour de 25 défis, déclinés en 46 actions concrètes, ce PPA ambitionne de ramener la région sous les seuils européens à l'horizon 2025. En effet, il doit permettre de réduire très fortement, entre 40 et 70 % selon les polluants, le nombre de franciliens exposés à des dépassements de valeurs-limites de qualité de l'air.

Le PPA vise tous les secteurs d'activité : l'aérien, l'agriculture, l'industrie, le résidentiel et les transports. Il vise particulièrement le chauffage au bois et le trafic routier, principales sources de particules fines et de dioxydes d'azote en Ile-de-France.

Quatre défis portent sur le secteur industriel. Toutefois, aucun de ces défis ne concerne le projet (principalement orientés vers les installations de combustion de biomasse et d'incinération).

		INTITULÉ DU DÉFI	ACTIONS
Industrie	IND1	Renforcer la surveillance des installations de combustion de taille moyenne (2 à 50 MW).	<p>Action 1 : Réaliser un inventaire des installations soumises à déclaration et assurer une large information et sensibilisation des exploitants sur la réglementation.</p> <p>Action 2 : Mettre en place un plan d'actions visant à renforcer le contrôle des installations de combustion de 2 à 50 MW.</p>
	IND2	Réduire les émissions de particules des installations de combustion à la biomasse et des installations de co-incinération de CSR.	<p>Action 1 : Modifier l'arrêté inter-préfectoral relatif à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère révisé pour sévérer les normes d'émission de particules pour n'autoriser que 15 mg/Nm³ à 6% d'O₂.</p> <p>Action 2 : S'assurer de l'application des VLE en poussières renforcées pour les nouvelles installations de combustion de biomasse ou de co-incinération de CSR.</p>

		INTITULÉ DU DÉFI	ACTIONS
Industrie	IND3	Réduire les émissions de NO _x issues des installations d'incinération d'ordures ménagères ou de co-incinération de CSR.	<p>Action 1 : Sévérer les normes d'émission d'oxydes d'azote des installations d'incinération d'ordures ménagères et de co-incinération de CSR pour n'autoriser que 80 mg/m³ en moyenne journalière et 200 mg/m³ en moyenne semi-horaire à 11% d'O₂.</p> <p>Action 2 : Au vu des ETE, modifier par arrêté préfectoral complémentaire la réglementation de l'installation pour imposer les nouvelles VLE du PPA révisé et fixer le délai de mise en conformité.</p> <p>Action 3 : S'assurer de l'application des VLE en NO_x renforcées pour les nouvelles installations de co-incinération de CSR ou les reconstructions d'UIOM.</p>
	IND4	Réduire les émissions de NO _x des installations de combustion à la biomasse entre 2 et 100 MW et des installations de co-incinération de CSR.	<p>Action 1 : Sévérer les normes d'émission d'oxydes d'azote des installations de combustion de biomasse, associée ou non à la co-incinération de CSR, pour n'autoriser que 200 mg/m³ à 6% d'O₂.</p> <p>Action 2 : S'assurer de l'application des VLE en NO_x renforcées pour les nouvelles installations de combustion de biomasse, que cette combustion soit associée ou non à la co-incinération de CSR.</p>

→Le projet n'est pas concerné par le PPA.

2.2 Plan régional de protection de l'atmosphère

Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA) établit le bilan de la pollution atmosphérique et fixe les orientations pour atteindre les objectifs de qualité de l'air à l'échelle de la région.

Ce document, initialement élaboré sous la responsabilité du Préfet de région assisté d'un comité régional, est réévalué au maximum tous les cinq ans.

Le 1er PRQA de la région Ile-de-France a été approuvé le 26 avril 2000. Le processus de révision du Plan de 2002 a été suspendu début 2009, suite à la parution de la Loi Grenelle 2 qui a vu la disparition du PRQA et son évolution vers un outil plus large, le SRCAE.

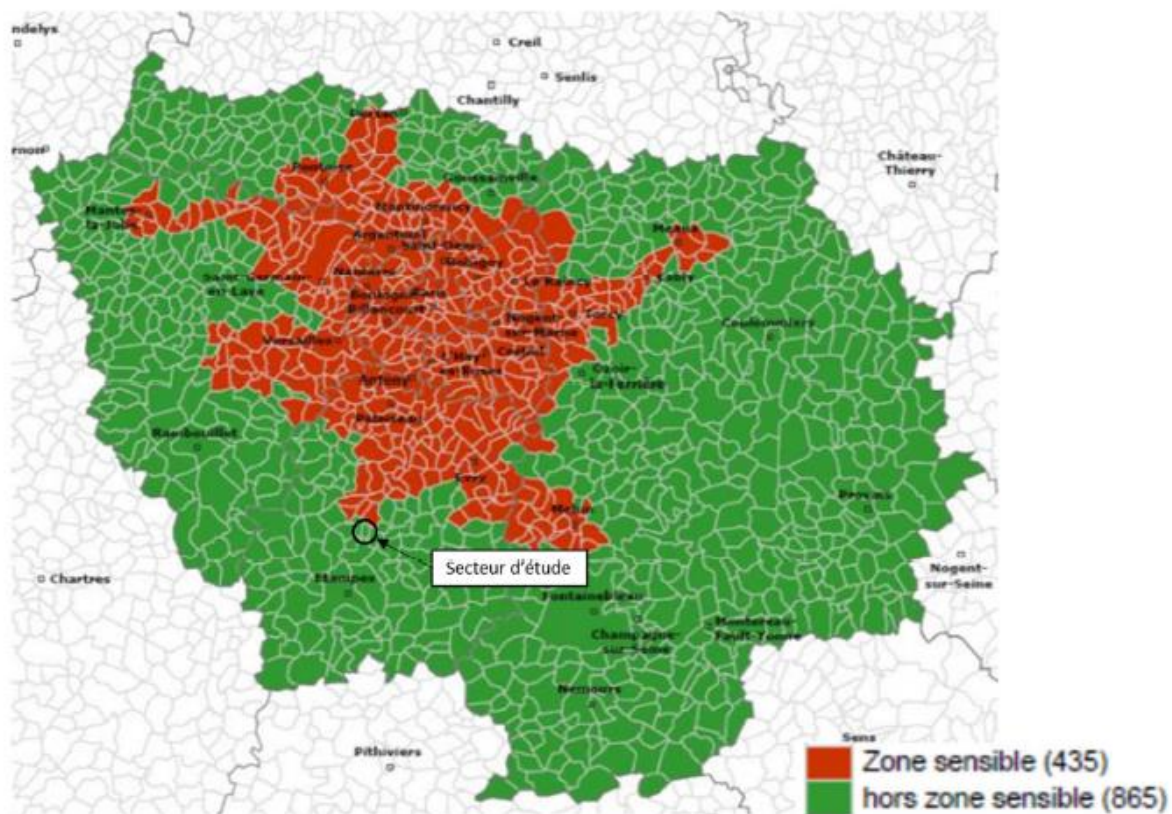
2.3 Schéma régional climat air Energie

Le Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE), institué par la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010, vient en remplacement du Plan Régional de la Qualité de l'Air (PRQA) pour le volet Air.

Il a pour objectif la définition d'orientations à échéance 2020 et 2050 concernant la lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation aux changements climatiques en matière de maîtrise, de la demande en énergie, du développement des énergies renouvelables et de la réduction des gaz à effet de serre.

Il définit également des « zones sensibles » : il s'agit de zones où les orientations destinées à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique peuvent être renforcées. Ces zones représentent les territoires critiques en matière de quantité d'émissions ou de concentrations de polluants atmosphériques sur lesquels des actions prioritaires seront engagées pour réduire l'exposition des populations ou des zones naturelles protégées. Cette carte a été élaborée selon une méthodologie nationale qui permet d'assurer la cohérence des zones sensibles sur tout le territoire français.

Le SRCAE de la région Ile-de-France a été approuvé le 23 novembre 2012. La carte ci-dessous présente les zones sensibles identifiées à l'échelle des communes :



→ La commune de Mauchamps n'est pas classée comme zone sensible.

2.4 Compatibilités avec les plans schémas et programmes liés au déplacement :

Les «Plans de Déplacements Urbains» - PDU - définissent les mesures spécifiques aux agglomérations et aux questions de pollution automobile.

La commune de Mauchamps est concernée par le Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF), approuvé le 19 juin 2014.

Ce plan vise un équilibre durable entre les besoins de mobilité, la protection de l'environnement et de la santé, la préservation de la qualité de vie, tout en tenant compte des contraintes financières. Il définit, à l'horizon 2020, les objectifs et les actions à mettre en œuvre :

DÉFI 1	Construire une ville plus favorable aux déplacements à pied, à vélo et en transports collectifs
DÉFI 2	Rendre les transports collectifs plus attractifs ;
DÉFIS 3 et 4	Redonner à la marche de l'importance dans la chaîne de déplacements et donner un nouveau souffle à la pratique du vélo ;
DÉFI 5	Agir sur les conditions d'usage des modes individuels motorisés ;
DÉFI 6	Rendre accessible l'ensemble de la chaîne de déplacements ;
DÉFI 7	Rationaliser l'organisation des flux de marchandises et favoriser l'usage de la voie d'eau et du train ;
DÉFI 8	Construire un système de gouvernance qui responsabilise les acteurs dans la mise en oeuvre du PDUIF
DÉFI 9	Faire des Franciliens des acteurs responsables de leurs déplacements.

Le défi n°7 du PDUIF - Rationaliser l'organisation des flux de marchandises et favoriser l'usage de la voie d'eau et du train – concerne le projet.

Il se compose de 5 actions :

Actions	Projet
Action 7.1 Préserver et développer des sites à vocation logistique	Le projet s'inscrit directement dans cette action (démolition d'un entrepôt et construction d'un nouvel entrepôt)
Action 7.2 Favoriser l'usage de la voie d'eau	Absence de cours d'eau navigable dans le secteur d'étude
Action 7.3 Améliorer l'offre de transport ferroviaire	Absence de lignes ferroviaires à proximité du projet
Action 7.4 Contribuer à une meilleure efficacité du transport routier de marchandises et optimiser les conditions de livraison	Optimisation de la configuration du site pour le déplacement des PL Proximité directe de la RN 20
Action 7.5 Améliorer les performances environnementales du transport de marchandises	Aucune action de prévue actuellement dans le cadre du projet

3 Compatibilité avec les plans programmes schémas liés au déchets

3.1 Programme national de prévention des déchets 2014-2020

La « prévention des déchets » consiste à réduire la quantité ou la nocivité des déchets produits, en intervenant à la fois sur leur mode de production et de consommation. Elle présente un fort enjeu en permettant de réduire les impacts environnementaux et les coûts associés à la gestion des déchets, mais également les impacts environnementaux dus à l'extraction des ressources naturelles, à la production des biens et services, à leur distribution et à leur utilisation.

Les déchets générés par le site sont constitués de plastiques, de cartons et les éventuels produits chimiques (nettoyage, entretien...) – voir PJ9.

On notera que ces déchets ne font pas partis des « flux priorité » identifié dans le programme national de prévention des déchets.

Chaque typologie de déchet est stockée dans une zone dédiée puis repris par des prestataires spécialisés pour être valorisé dans des installations habilitées à les recevoir et dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur. Les déchets sont gérés sur site conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des ICPE les registres requis.

→ Conclusion : le projet est compatible avec les objectifs du PNPD 2014-2020

Programme national de prévention des déchets 2014-2020	
Orientations et objectifs 2014-2020	Dispositions prises
A Orientations stratégiques et flux prioritaires	
Objectifs quantifiés	Non concerné
Identification des flux prioritaires	Non concerné
Méthodologie de détermination des axes stratégiques	Non concerné
B Mesures nationales et actions de prévention associées	
Mobiliser les filières REP au service de la prévention des déchets	Non concerné
Augmenter la durée de vie des produits et lutter contre l'obsolescence programmée	Non concerné
Prévention des déchets des entreprises	<p>En phase démolition et travaux, les déchets générés seront les suivants : Déchets inertes : gravats, ferraille ; Déchets non dangereux : polystyrène, bois, papier, carton... ; Déchets dangereux : peinture, chiffons souillés, goudron, suie, produits chimiques de traitement...</p> <p>En phase d'exploitation de l'entrepôt, les déchets générés par le site sont constitués de plastiques, de cartons et les éventuels produits chimiques (nettoyage, entretien...).</p> <p>Chaque typologie de déchet est stockée dans une zone dédiée puis repris par des prestataires spécialisés pour être valorisé dans des installations habilitées à les recevoir et dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur. Les déchets sont gérés sur site conformément à la réglementation en vigueur. Le site respecte les orientations du PNPD.</p>
Prévention des déchets du BTP	Non concerné
Réemploi, réparation et réutilisation	La réparation est entendue au sens commun de remise en fonction d'un bien. Non concerné
Poursuivre et renforcer la prévention des déchets verts et la gestion de proximité des biodéchets	Gestion adaptée des espaces verts
Lutte contre le gaspillage alimentaire	Absence de restauration collective sur site
Poursuivre et renforcer des actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable	Non concerné
Outils économiques	Non concerné
Sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets	Non concerné
Déployer la prévention dans les territoires par la planification et l'action locales	Le nouveau PRPDG a été approuvé le 19 décembre 2019 : approbation du plan
Des administrations publiques exemplaires en matière de prévention des déchets	Non concerné
Contribuer à la démarche de réduction des déchets marins	Non concerné

3.2 Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)

Le PRPGD est un document de planification stratégique qui coordonne à l'échelle régionale l'ensemble des actions de prévention et de gestion des déchets menées par tous les acteurs du territoire (collectivités, entreprises, éco-organismes, habitants...).

À travers l'élaboration du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), la Région Île-de-France définit des objectifs et des actions à mener, pour réduire les déchets et augmenter leur valorisation, projet partagé avec les acteurs franciliens et tenant compte des spécificités du territoire.

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) répond aux dispositions de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe). L'article 8 prévoit que chaque région soit désormais couverte par un PRPGD.

En Ile-de-France, le PRPGD a été voté le 13 décembre 2018 et fusionne les quatre plans régionaux d'élimination des déchets en vigueur en Île-de-France : déchets ménagers et assimilés (PREDMA), déchets dangereux (PREDD), déchets d'activités de soins à risque infectieux (PREDAS) et déchets de chantiers (PREDEC).

Ce nouveau plan a pour objectifs de :

- diminuer de 10 % la quantité globale de déchets ménagers et assimilés entre 2010 et 2025 et poursuivre l'effort au-delà,
- déployer le compostage de proximité,
- doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation,
- développer la consigne pour le réemploi,
- équiper 35 % des boîtes aux lettres en autocollant stop pub en 2031.

Les orientations et les mesures d'actions du PRPGD sont résumées ci-après.

→ Conclusion : Le projet est compatible avec les objectifs du PRPGD.

Orientations du PRPGD	Détail	Le projet prévoit :
Lutter contre les mauvaises pratiques	Réduire les mauvaises pratiques en matière de gestion des déchets telles que les dépôts sauvages, les sites illicites ou encore les exhaussements de sols non justifiés s'impose comme un préalable indispensable et une priorité pour le territoire francilien	L'ensemble des déchets générés par le projet sera stocké in situ avant enlèvement par une société spécialisée.
Assurer la transition vers l'économie circulaire	Les niveaux élevés de consommation de ressources en Île-de-France entraînent de fortes pressions sur les milieux naturels. En effet, ces ressources sont pour une bonne part non renouvelables, posant la question de l'approvisionnement régional à long terme. De plus, certaines ressources sont stratégiques pour le fonctionnement du territoire, et le niveau de dépendance de la région à l'extérieur est très élevé. En lien avec les orientations de la Feuille de Route nationale pour l'Économie Circulaire (FREC), la Région Île-de-France souhaite accélérer le passage d'un modèle linéaire de production et de consommation à un modèle circulaire. Pour cela, le PRPGD comporte un plan d'action dédié en faveur de l'économie circulaire.	Le site est destiné au stockage et non à la production de produits.
Réduire notre production de déchets	Si différentes politiques nationales et régionales ont permis d'amorcer la réduction des DMA sur la période 2010-2015, la tendance est de nouveau à l'augmentation de la production de déchets depuis 2016, notamment des déchets encombrants et des déchets accueillis en déchèteries. Côté entreprises, si des initiatives permettant des gains économiques sont aujourd'hui bien identifiées, la poursuite des efforts et de l'accompagnement est cruciale pour continuer à changer les pratiques.	Projet non concerné.
Mettre le cap sur le zéro déchet valorisable enfoui	La réduction du stockage, notamment celui des déchets non dangereux non inertes, est un objectif national fort. Lors du lancement des travaux d'élaboration du PRPGD, la Région Île-de-France a inscrit cet objectif comme prioritaire pour le territoire francilien. Le stockage répond à un besoin, mais il faut aller le plus loin possible dans la réduction de flux à éliminer dans ces installations.	Les mesures permettant une gestion optimale des déchets seront les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Optimisation de la collecte des déchets de par la présence de bennes spécifiques d'une taille suffisante et adaptée ; • Incitation au tri des déchets grâce à des équipements spécifiques au sein des bâtiments (entrepôt, bureaux, etc.). Ce mobilier sera composé de poubelles de tri sélectif claires et compréhensibles par les employés et le personnel d'entretien (couleur, forme, logo) pour les sensibiliser et les inciter à jeter correctement les déchets ; • Réduction du volume de déchets par l'utilisation de compacteurs ; • Mise en place de documents de suivi, d'attestations de prise en charge, de certificats d'élimination ou de valorisation pour des déchets spécifiques (huiles, liquides frigorifiques, etc.). Les principaux déchets de l'établissement seront des déchets d'emballage et des déchets banals. Ces déchets seront destinés à être triés puis repris par une société chargée de leur traitement en vue : <ul style="list-style-type: none"> • Soit d'une valorisation matière (par exemple en papeterie pour les cartons, en plasturgie pour les plastiques, en fonderie pour les métaux) ; • Soit d'une valorisation énergétique (incinération avec production de chaleur) ; • Soit d'une valorisation agricole sous forme de compost. Les déchets verts seront repris par la société chargée de l'entretien des espaces verts en vue d'une valorisation comme compost.
Relever le défi du tri et du recyclage	Améliorer les performances de collecte sélective. La lutte contre le gaspillage alimentaire et le tri à la source des biodéchets sont des enjeux majeurs pour réduire les quantités de déchets résiduels. Il est aussi nécessaire d'assurer la durabilité et la viabilité de l'agriculture très dépendante des ressources naturelles et des entrants chimiques en favorisant le retour au sol de la matière. Le gisement le plus important qui relève du service public (ménages et assimilés) est	

Orientations du PRPGD	Détail	Le projet prévoit :
	difficile à capter de par son côté diffus et la variabilité de sa qualité. L'inadéquation géographique entre des gisements importants qui se trouvent en zone urbaine dense et la localisation des unités de traitement qui se développent principalement en grande couronne freine la mise en place de cette nouvelle filière « biodéchets ». Un autre frein est le facteur financier (concurrence européenne, collectes supplémentaires nécessitant des étapes de préparation : tri et hygiénisation, etc.)	<p>Les batteries usagées des engins de manutention seront prises en charge par la société assurant la maintenance des engins en vue d'un retraitement dans une usine productrice de batterie.</p> <p>Les luminaires usagés seront repris par la société de maintenance électrique.</p> <p>Les consommables informatiques seront collectés à part en vue de les acheminer vers des filières de retraitement.</p> <p>Les déchets issus des opérations de réception/préparation/expédition de marchandises (palettes en bois, papiers/cartons, films plastiques étirables, et fils de cerclage) seront triés à la source ou chez un prestataire et envoyés dans des filières de traitement spécifiques afin d'être valorisés.</p> <p>La ferraille, issue de la maintenance des équipements et de l'activité humaine, sera triée et collectée de manière séparative afin d'être recyclée.</p>
Réduire la nocivité des déchets dangereux	Parce qu'ils contiennent des éléments dangereux présentant des risques pour la santé humaine et l'environnement, les déchets dangereux (DD) sont soumis à une réglementation spécifique pour leur collecte et leur traitement. Il est obligatoire pour chaque producteur de déchets dangereux de les faire traiter par les filières adaptées.	<p>Les huiles usagées, issues de l'entretien des installations de sprinklage, et des chariots, seront valorisées.</p> <p>Les DEEE seront repris, en vue de leur valorisation, par les producteurs de ces équipements lorsque ceux-ci seront remplacés.</p> <p>En règle générale, les déchets très occasionnels provenant des erreurs de manutention seront :</p> <p>Soit retournés au client qui se charge du reconditionnement, de la valorisation ou de la destruction en centre agréé ;</p> <p>Soit envoyés en valorisation ou en centre de stockage de déchets ménagers et assimilés.</p> <p>Certains déchets dangereux produits sur le site ne seront pas directement valorisables et nécessitent un traitement. Les sociétés qui prennent en charge ces déchets seront des sociétés dûment autorisées, choisies en fonction des réponses à un appel d'offres.</p> <p>On notera aussi ponctuellement l'élimination des boues des déboueurs déshuileurs traitant les eaux pluviales ; il s'agit là de déchets « spéciaux » (dangereux) traités dans une filière spécifique.</p> <p>Les déchets de nettoyage périodique des séparateurs d'hydrocarbures seront repris par une société spécialisée, et envoyés en centre de traitement agréé.</p> <p>Les déchets provenant de l'activité tertiaire et de zones de pause (gobelets de distributeurs de boissons par exemple) seront dirigés vers une filière de traitement dûment autorisée.</p> <p>La partie non valorisable des déchets mis en benne sera envoyée en Centre de Stockage de Déchets Ménagers et Assimilés ou en un Centre de Stockage de Déchets Ultimes selon leur nature.</p> <p style="text-align: center;">C</p>
Optimiser la valorisation énergétique	La Région Île-de-France compte sur son territoire des réseaux de chaleur et un parc d'incinérateurs performants, qui permettent de traiter une partie des déchets non dangereux non inertes. Dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement, ces potentiels ne doivent toutefois pas nous faire oublier que l'objectif principal reste la réduction de notre production de déchets.	
Mettre l'économie circulaire au cœur des grands chantiers régionaux	Les aménagements du Grand Paris, des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, la construction de nouveaux quartiers et la réhabilitation énergétique des logements, sont autant de chantiers qui représentent un défi pour l'ensemble des acteurs du BTP pour la décennie à venir. <p>À la question de l'approvisionnement en matériaux, au regard de la raréfaction de certaines matières premières, s'ajoute celle de la gestion des déchets du BTP. Il s'agit néanmoins d'une opportunité pour développer de nouvelles filières, impulser de nouvelles pratiques et revoir nos modèles d'aménagement selon les principes de l'économie circulaire.</p>	<p>Le Schéma d'organisation de la Gestion des déchets (SOGED) sera à établir par chaque entreprise avant le démarrage des travaux.</p> <p>ITM LAI s'engage dans une politique forte de prévention et de protection des milieux. La charte chantier propre s'appliquera à l'ensemble du projet.</p> <p>Une réflexion sera menée sur les techniques à mettre en place afin de limiter les consommations de matières premières et de réduire les déchets de chantier associés.</p>

Orientations du PRPGD	Détail	Le projet prévoit :
Prévenir et gérer les déchets issus de situations exceptionnelles	Le PRPGD prend en compte : – trois risques inondations, pandémies grippale et vents violents/tempêtes. – les déchets produits en situation exceptionnelle, en distinguant ceux dont la production trouve leur cause dans le caractère exceptionnel de la situation et ceux dont la collecte et le traitement peuvent se voir affectés par cette situation (par exemple, 56 % de la capacité des incinérateurs se situent en zone inondable)	Pour rappel, en cas de sinistre les eaux d'extinction seront confinées sur le site. En outre, en cas de fuite de matières dangereuses liquides, un dispositif de rétention est mise en place pour confiner ces écoulements accidentels.